

22 MARS 2017

Unité Départementale

Arrêté préfectoral DRIEE n° 2017- 62 du 16 MARS 2017 mettant en demeure la société RESOCLEAN EUROPE CLEAN 92 sise 23/25 Avenue Marcellin Berthelot à Villeneuve-la-Garenne, de respecter dans un délai de 1 mois, la condition 1.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2008-106 du 20 août 2008.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.512-39-1 à R.512-39-6,

Vu le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;

Vu l'arrêté MCI n° 2016-45 du 5 septembre 2016 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2008-106 du 20 août 2008 concernant l'activité de la société RESOCLEAN EUROPE CLEAN à Villeneuve-la-Garenne ;

Vu le récépissé de cessation partielle d'activité délivré le 12 novembre 2014 concernant l'installation classée sous la rubrique 2718-2 de la nomenclature ;

Vu les courriers préfectoraux des 8 juin et 15 septembre 2016 demandant à l'exploitant de transmettre au préfet un dossier de cessation d'activité ;

Vu le rapport en date du 7 février 2017 de Madame le Chef de l'Unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEE faisant état des constats établis lors de la visite d'inspection du 6 février 2017 et proposant qu'un arrêté de mise en demeure soit pris à l'encontre de la société RESOCLEAN EUROPE CLEAN 92 ;

Vu le courrier en date du 13 février 2017 par lequel la société RESOCLEAN EUROPE CLEAN 92 a reçu copie du rapport de l'inspection daté du 7 février 2017, a été informée qu'un arrêté de mise en demeure était susceptible d'être pris à son encontre et qu'elle disposait d'un délai de 15 jours pour présenter d'éventuelles observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que la société RESOCLEAN EUROPE CLEAN 92 a déclaré, par courrier reçu le 25 mai 2016, cesser toute activité dans son établissement de Villeneuve-la-Garenne ;

Considérant que la société RESOCLEAN EUROPE CLEAN 92 n'a pas notifié au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, contrairement aux dispositions de l'article 1.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DATEDE 2 n° 2008-106 du 20 août 2008 et de l'article R. 512-76 du Code de l'environnement ;

Considérant que la société RESOCLEAN EUROPE CLEAN 92 n'a pas répondu aux courriers préfectoraux des 8 juin et 15 septembre 2016 en notifiant au Préfet la cessation d'activité de son établissement de Villeneuve-la-Garenne ;

DRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

COURRIEL : [courrier@hauts-de-seine.gouv.fr](mailto:courrier@hauts-de-seine.gouv.fr)

STANDARD : 01.40.97.20.00 / TÉLÉCOPIE : 01.47.25.21.21 / INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

## ARRETE

### Article 1 :

La société exploitante RESOCLEAN EUROPE CLEAN 92 représentée par Madame Sophie MEYLAN, directrice, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 1 mois, la condition 1.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DATEDE 2 n° 2008-106 du 20 août 2008 en :

- transmettant un dossier de cessation d'activité qui doit indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site,
- rebouchant le forage du site selon les règles de l'art,
- définissant l'usage futur du site conformément aux dispositions des articles R. 512-39-2 et R.512-39-3 du Code de l'environnement,

### Article 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux qui peut être déposé devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise- 2/4 bd de l'Hautil- BP 30322- 95027 CERGY-PONTOISE Cedex- dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

Le présent arrêté peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours non contentieux :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer – La Grande Arche Paroi sud- 92055 La Défense Cedex.

### Article 4 : Mesures de publicité

Une ampliation du présent arrêté sera affichée :

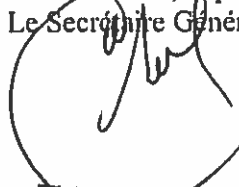
- d'une part de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société RESOCLEAN EUROPE CLEAN 92 ;
- d'autre part, à la Mairie de Villeneuve-la-Garenne, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

**Article 5 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Madame le Chef de l'Unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, Monsieur le Maire de Villeneuve-la-Garenne et Monsieur le Directeur Territorial de Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,  
Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Thierry BONNIER

